

BRF

1.3

3.4

BREF

bulletin de recherches sur l'emploi et la formation N°7
 édité par le CEREQ mars · avril 1984

editorial

Les publications sont, pour un large public confronté aux problèmes de l'emploi et de la formation, le moyen privilégié pour accéder aux informations et aux analyses produites par le CEREQ. Après une année d'existence, il est possible d'esquisser un bilan du système que constituent la Revue Formation Emploi, la Collection des études et BREF.

La Revue Formation Emploi a rassemblé dans ses quatre premiers numéros une gamme d'articles variés pour répondre à l'objectif initial : créer un instrument d'information et de réflexion sur les problèmes actuels de la relation entre formation et emploi et de l'évolution des qualifications. Par des articles fondés sur des enquêtes, des études et des recherches originales, Formation Emploi présente des résultats de travaux menés plus particulièrement au sein du Centre d'études et de recherches sur les qualifications et des centres de recherches qui lui sont associés, espérant ainsi pouvoir devenir un instrument de référence utile pour le plus grand nombre. Dans ce but, Formation Emploi

entend développer, au cours de cette année 1984, les rubriques d'information de base sur les professions, l'emploi, l'insertion des jeunes.

La collection des études consigne, chaque fois que nécessaire, les résultats complets des études menées au sein du Centre. Intéressant un public plus restreint concerne par une question précise, la diffusion de cette collection ne saurait être systématique. Mais il est possible de se procurer tel ou tel volume sur simple demande adressée au service d'information et de documentation du CEREQ. Précisons que figurent dans cette collection des travaux de synthèse sous le titre Dossier Formation-Emploi qui regroupent autour d'un même thème des données et des résultats auparavant dispersés : c'est le cas du dossier sur les emplois de bureau

Enfin, BREF (Bulletin de recherches sur l'emploi et la formation) a pour vocation d'une part d'informer sur les activités du CEREQ et des centres de recherche associés, particulièrement sur les publications disponibles, et d'autre part de susciter la réflexion grâce à des articles courts et simples s'appuyant

sur des travaux d'études en cours. Diffuse largement et gratuitement, BREF paraît tous les deux mois.

Cette gamme de publications cherche à répondre de façon plus précise aux attentes différentes des divers publics susceptibles de s'intéresser aux travaux du CEREQ. C'est un premier pas pour réduire l'écart entre les besoins et la production d'information.

Ce numéro de BREF rassemble de courts résumés de l'ensemble des publications parues en 1983. C'est ainsi un instrument utile pour pouvoir se reporter en connaissance de cause à des publications récentes.

sommaire

LE PROGRAMME D'ACTIVITÉ DU CEREQ EN 1984	2-3-4
LES PUBLICATIONS DU CEREQ EN 1983	4-10
· REVUE FORMATION EMPLOI	
· COLLECTION DES ÉTUDES	
· CEREQ-BREF	
· CAHIER DU RÉPERTOIRE FRANÇAIS DES EMPLOIS	
· CAHIER DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DES ENTRÉES DANS LA VIE ACTIVE	
· HORS COLLECTION	
LE CEREQ PUBLIE	11
LES ÉQUIPES ASSOCIÉES AUSSI...	12
FRÉQUENCE BREF	12

CENTRES INTER-RÉGIONAUX ASSOCIÉS AU CEREQ



Le CEREQ est associé à onze laboratoires ou équipes de recherches, dépendant des universités ou du C.N.R.S., qui constituent un réseau de Centres interrégionaux associés (C.I.A.). Ce sont :

AIX-EN-PROVENCE	Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (I.E.S.T.) Université d'AIX MARSEILLE F. II - 35, avenue Jules-Ferr, 13626 AIX-EN-PROVENCE CEDEX - Tél. : (42) 26.59.60 <i>Directeur du C.I.A. : Jean-Jacques SILLASTRE</i>	PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR CORSE - LANGUEDOC-ROUSSILLON
DIJON	Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (I.R.E.D.U. 1) Université de DIJON - Faculté des sciences Mirande - R.P. M.X 21004 DIJON CEDEX - Tél. : (80) 65 44 56 <i>Directeur du C.I.A. : Jean-Claude EICHER</i>	BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE
GRENOBLE	Institut de recherche économique et de planification (I.R.E.P.-Développement) Université de GRENOBLE II - B.P. 47.X 38040 GRENOBLE CEDEX - Tél. : (76) 54.81.78 <i>Directeur du C.I.A. : Pierre JUDET</i>	RHÔNE-ALPES - AUVERGNE
LILLE	Laboratoire de sociologie du travail, de l'éducation et de l'emploi (LASTREI) et Laboratoire d'analyses des systèmes de travail (LAST) - Université de LILLE I U.E.R. de sciences économiques - Bat. 5 59655 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX - Tél. : (20) 91.92.22 <i>Co-directeurs du C.I.A. : Jean-Claude RABIER, François STANKIEWICZ</i>	NORD-PAS-DE-CALAIS - PICARDIE
NANCY	Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi (G.R.E.E.) Université de NANCY II 23, boulevard Albert-1 ^{er} 54015 NANCY CEDEX - Tél. : (8) 30 53 56 <i>Directeur du C.I.A. : Philippe MEAUT</i>	CHAMPAGNE-ARDENNES - LORRAINE
ORLÉANS	Centre de recherche sur l'emploi et la production (CRESEP) Université d'ORLÉANS - U.E.R. de droit et sciences économiques - Rue de Blois 45046 ORLÉANS CEDEX - Tél. : (38) 63.22.69 <i>Directeur du C.I.A. : Jean-Paul POLLIN</i>	CENTRE - POITOU-CHARENTES
PARIS	Laboratoire d'économie sociale - Université de PARIS 1 90, rue de Tolbiac 75634 PARIS CEDEX 13 - Tél. : (1) 584.11.66 <i>Directeur du C.I.A. : Michel VERNIERES</i>	ILE-DE-FRANCE
RENNES	Centre d'économie industrielle - Université de RENNES U.E.R. de sciences économiques 7, place Hoche 35000 RENNES - Tél. : (99) 63.04.44 <i>Directeur du C.I.A. : Yves MORVAN</i>	BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE
ROUEN	Institut de recherche et de documentation en sciences sociales (I.R.E.D.) - Groupe emploi-formation Université de HAUTE-NORMANDIE 7, rue Thomas-Becket 76130 MONT SAINT-AIGNAN - Tél. : (35) 98.69.30 <i>Directeur du C.I.A. : Dominique GAMBIER</i>	BASSE-NORMANDIE - HAUTE-NORMANDIE
STRASBOURG	Bureau d'économie théorique appliquée (B.E.T.A.) Université de STRASBOURG I - U.E.R. de sciences éco. 4, rue Blaise-Pascal 67070 STRASBOURG CEDEX - Tél. : (88) 61.48.30 <i>Directeur du C.I.A. : Régis EARIE de TOURNEMINE</i>	ALSACE
TOULOUSE	Centre d'études juridiques et économiques de l'emploi (C.E.J.E.E.) - Université de TOULOUSE I Place Anatole-France 31042 TOULOUSE CEDEX - Tél. : (61) 21.17.15 <i>Directeur du C.I.A. : Jean VINCENS</i>	MIDI-PYRÉNÉES - AQUITAINE - LIMOUSIN

LE PROGRAMME D'ACTIVITÉ DU CEREQ EN 84

Les transformations des entreprises, de l'emploi et du travail se poursuivent à un rythme accéléré, des modifications importantes dans la structure des systèmes de formation se dessinent, mais les préoccupations relatives à la situation de l'emploi restent fortes comme en témoigne l'ampleur des mesures prises en ce domaine notamment en faveur des jeunes.

Parallèlement la formation apparaît de plus en plus comme un instrument important des politiques conjointes concernant les développements économique et industries, social et éducatif. Les partenaires du CEREQ - et notamment les départements ministériels - se dotent dans cette perspective de structures et de moyens nouveaux pour aborder ces questions qui sont depuis plusieurs années un thème de travail privilégié pour les équipes de recherche en sociologie et en économie.

Les demandes adressées au CEREQ sont donc particulièrement nombreuses : elles rendent nécessaires des choix difficiles. Il est en effet toujours essentiel de préserver pour l'avenir un effort continu d'investissement scientifique supposant un développement des instruments d'observation et l'élaboration de méthodologies nouvelles de façon à assurer la production d'informations et d'analyses fiables et utiles aux décideurs. Quelques axes de travail privilégiés orientent donc l'activité du CEREQ pour l'année 1984.

L'évolution des qualifications dans les entreprises. Ce domaine a toujours constitué un champ essentiel des travaux du CEREQ. Cependant depuis l'achèvement du Répertoire français des emplois une réflexion approfondie est en cours pour mettre en place un dispositif nouveau d'observation et d'analyse de la qualification permettant de mieux repérer et comprendre les évolutions actuelles ou prévisibles.

Les méthodologies et les instruments statistiques usuels de la recherche sont actuellement très insuffisants pour repérer et analyser des évolutions. Les limites propres des statistiques disponibles en matière d'analyse du travail, des qualifications et de gestion de la main-d'œuvre sont bien connues. D'un autre côté, la connaissance de l'entreprise repose encore sur une multiplicité de travaux à caractère monographique dont la richesse même - sensible dans le développement de l'économie et de la sociologie du travail ces dernières années - a pour contrepartie une difficulté extrême à déterminer la validité et la généralité des résultats mis en relief. Des instruments nouveaux permettant de dépasser ces limites sont nécessaires.

Le projet de dispositif actuellement élaboré par le CEREQ vise à tenter de dépasser les limites inhérentes à cette situation en construisant progressivement un cadre d'observation et d'analyse de la qualification, de la gestion de la main-d'œuvre et de la formation dans les

entreprises. Le cadre commun au CEREQ et aux Centres interrégionaux associés (C.I.A.), privilégiant l'appréciation des transformations des qualifications, doit permettre de rendre comparables les analyses faites en des temps et des lieux différents et de mieux préciser le champ de validité des tendances constatées.

La mise en place progressive et de façon expérimentale des différents composants du dispositif est entreprise dès cette année : constitution d'un ensemble restreint d'entreprises faisant l'objet d'une observation régulière, réalisation d'études spécifiques impliquant, selon une méthode harmonisée, le CEREQ et les C.I.A., définition progressive du réseau de relations permettant de faire circuler les informations nécessaires et d'organiser les confrontations sur les résultats.

L'effort entrepris en collaboration avec les C.I.A. concerne ainsi les méthodes mais aussi l'outil d'observation et les orientations de l'analyse. Il s'étendra nécessairement sur plusieurs années. Il entraînera, compte tenu des observations permanentes que suppose le nouveau dispositif, une modification des relations du CEREQ avec les entreprises et les partenaires sociaux. Ces évolutions sont d'ailleurs rendues nécessaires par le contexte nouveau créé par les lois Auroux.

Les travaux menés dans ce contexte seront plus particulièrement orientés en 1984 autour de trois questions :

- l'élévation des niveaux de

formation requis et la transformation des activités professionnelles ;

- révolution de l'emploi dans les secteurs d'activité économique compte tenu de leur restructuration et de leur modernisation (en particulier dans la sidérurgie, la machine-outil et le B.T.P.) ;
- l'analyse des changements d'activité professionnelle et la transférabilité des qualifications.

La poursuite des travaux concernant les relations entre formations et emplois et le marche du travail des jeunes...

L'observation des entrées dans la vie active entre dans une nouvelle période marquée par les enquêtes de cheminement et la décentralisation des enquêtes d'insertion.

Les enquêtes de cheminement permettent de renouveler l'analyse de l'insertion professionnelle. Celle-ci peut être comprise comme un processus au cours duquel les passages par le chômage, la succession des emplois occupés, les reprises éventuelles de formation sont essentiels pour comprendre les conditions d'accès à l'emploi. Elle contribue à éclairer les résultats obtenus par des enquêtes d'insertion et à éviter les erreurs d'interprétation qui résultent du seul examen de la situation à une date donnée.

La décentralisation des enquêtes d'insertion se poursuit conjointement avec le S.I.G.E.S. dans cinq académies (Amiens, Dijon, Grenoble, Lyon, Montpellier) après l'expérience faite à Amiens en 1983. Ces enquêtes permettent simultanément d'obtenir des résultats détaillés au niveau académique et des résultats synthétiques analogues à ceux que fournissent les actuelles

enquêtes d'insertion.

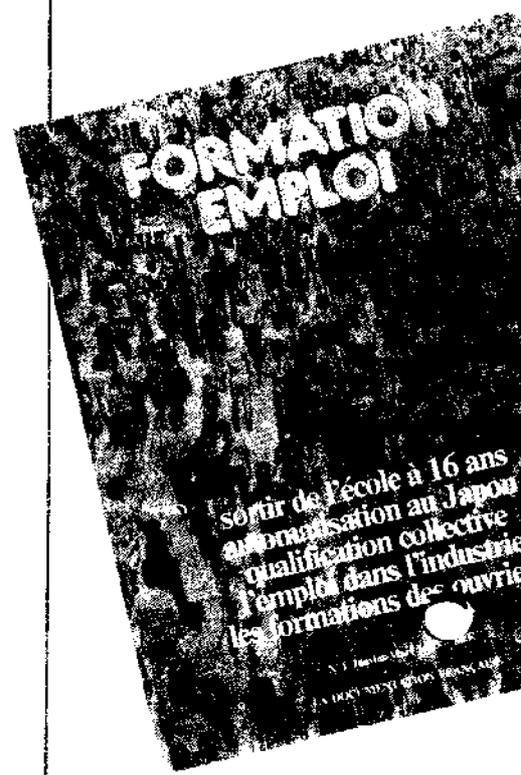
Enfin, un effort tout particulier est en cours pour améliorer la disponibilité des données de l'Observatoire ; il s'agit de recenser et de cataloguer l'ensemble des données disponibles, de faciliter l'usage de celles-ci mais aussi de reprendre la publication systématique des résultats des enquêtes à un niveau intermédiaire entre tableaux bruts et commentaires élaborés.

En ce qui concerne les études, l'accent est mis cette année sur :

» l'impact de l'évolution des structures d'emplois sur les zones d'insertion des jeunes débutants qui donne lieu à des travaux assez diversifiés : exploitation des données de l'Observatoire des entrées dans la vie active, reprise des travaux du bilan formation-emploi avec l'I.N.S.E.E., évolution des structures d'emploi ;

- la connaissance des relations concrètes entre l'appareil de formation et l'appareil productif telles qu'elles se nouent entre entreprises, organismes professionnels, administrations, au plan institutionnel et pédagogique.

Ce survol rapide de quelques points marquants de l'activité du CEREQ en 1984 ne doit pas faire oublier les activités liées à des demandes externes, qu'il s'agisse de la participation à des groupes de travail, de la préparation de dossiers ou d'interventions de formations. En particulier, la participation à l'effort de réflexion et de renouveau des enseignements techniques et professionnels et des enseignements supérieurs donne lieu à la réalisation de dossiers de synthèse intitulés « Dossier Formation-Emploi ».



N° 1 - Janvier-mars 1983.

« Sortir de l'école à 16 ou 17 ans. » Par L. Anaut.

Les mesures prises par l'ordonnance du 26 mars 1982 visent à arrêter l'échec scolaire des jeunes de 16 à 18 ans. Ces mesures soulèvent plusieurs questions : les 16-17 ans, « délinquants », ont-ils une absence de formation ? Connaissent-ils les mêmes situations sur le marché du travail ? D'autres jeunes plus formés ou plus âgés ne rencontrent-ils pas les mêmes difficultés ? Somme toute, quel est-il un critère pérenne pour mesurer la « population des jeunes » le plus dévalorisés ? Est-ce que la formation est, dans tous les cas, un préalable pour une meilleure insertion ? Autant de questions auxquelles les informations tirées de l'Observatoire des entrées dans la vie active peuvent apporter des éléments de réponse.

« Industrie et gestion de la main-d'œuvre. » Par J.-M. Grande.

C'est à travers la notion de gestion de la main-d'œuvre que cet article se propose d'expliquer les liens de la formation et de l'emploi.

A partir de quatre variables, on peut distinguer l'existence de deux modes de gestion de la main-d'œuvre : l'un est caractérisé par une forte présence de l'industrie et de grands groupes. Les secteurs à mode de gestion par le marché du travail sont opposés aux secteurs à mode de gestion par le marché du travail. Deux grands secteurs restent à la frontière de ces deux modes.

La mise en évidence de cet phénomène est un des secteurs visés par le plan d'insertion de la période